

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2818

[2007/201827]

**3 JANUARI 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij machtiging wordt verleend aan de « Université de Mons-Hainaut » om het onroerend goed gevestigd place du Parc 23, te Bergen, ten algemene nutte te onteigenen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 5 juli 1920 tot toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de Staatsuniversiteiten Gent en Luik, inzonderheid op artikel 1, zoals gewijzigd bij de wetten van 9 april 1965 en 28 mei 1971 en op artikel 2, zoals gewijzigd bij de wetten van 11 maart 1954 en 9 april 1965;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, zoals gewijzigd bij de wet van 6 april 2000;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 1, § 2 en 79;

Gelet op het decreet van 9 november 1990 betreffende de onteigeningen ten algemene nutte die worden gevorderd of waartoe machtiging wordt verleend door de Executieve van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 17 oktober 1991 tot regeling van de eigendomsoverdracht van goederen aan de universiteiten te Luik en te Bergen;

Gelet op de wens, waarvan akte werd genomen tijdens zijn vergaderingen van 11 mei 2004 en 25 oktober 2005, van de raad van bestuur van de « Université de Mons-Hainaut » om het onroerend goed gevestigd place du Parc 23, te Bergen aan te schaffen;

Overwegende dat de « Université de Mons-Hainaut » het onroerend goed, dat in het kadaster opgenomen wordt onder nr. 14369 F95 en F96 C, wenst aan te schaffen om zijn onderwijs- en onderzoeksruimtes te vergroten;

Overwegende dat het van openbaar nut is het onroerend goed, dat in het kadaster wordt opgenomen onder nr. 14369 F95 en F96 C, voor het onderwijs en het onderzoek te bestemmen;

Overwegende dat de « Université de Mons-Hainaut » dringend over extra lokalen moet beschikken die bestemd zijn voor het onderwijs en het onderzoek en dat de onmiddellijke inbezitneming van het onroerend goed dat in het kadaster wordt opgenomen onder nr. 14369 F95 en F96 C, ten algemene nutte derhalve onontbeerlijk is,

Besluit :

**Artikel 1.** De aanschaffing van het onroerend goed dat in het kadaster wordt opgenomen onder nr. 14369 F95 en F96 C, wordt van openbaar nut verklaard.

**Art. 2.** Het vermogen van de « Université de Mons-Hainaut » wordt ertoe gemachtigd, voor de ontwikkeling van een vastgoedproject, het onroerend goed bedoeld in artikel 1 te onteigenen volgens de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden bedoeld in de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte.

**Art. 3.** Dit besluit zal aan de « Université de Mons-Hainaut » meegedeeld worden.

Brussel, 3 januari 2007.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente,  
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2819

[2007/201826]

**16 MARS 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de suspension, de modification ou de résiliation d'une convention ou d'un contrat-programme pris en application du décret du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret-cadre de la Communauté française du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène, notamment les articles 61, 71;

Vu l'avis 41.655/4 du Conseil d'Etat, donné le 4 décembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 février 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2007;

Sur la proposition de la Ministre en charge de la Culture;

Après délibération,

Arrête :

*Section I<sup>re</sup>. — Définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1<sup>o</sup> décret : le décret-cadre du 10 avril 2003 relatif à la reconnaissance et au subventionnement du secteur professionnel des Arts de la Scène;

2<sup>o</sup> Ministre : le Ministre ayant les Arts de la Scène dans ses attributions;

3° instances d'avis : les instances visées aux articles 45 à 62 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

4° opérateur : personne physique ou morale reconnue, en application du titre V du décret, en qualité d'opérateur oeuvrant dans le secteur professionnel des Arts de la Scène;

5° administration : Service général des Arts de la scène de la Direction générale de la Culture;

6° suspension : interruption momentanée des effets de la convention ou du contrat-programme;

7° modification : modification d'une ou de plusieurs clauses de la convention ou du contrat-programme;

8° faute grave : faute de l'opérateur rendant définitivement impossible la poursuite des relations contractuelles.

*Section II. — De la modification et de la suspension de la convention ou du contrat-programme*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Si un opérateur ne remplit pas ses engagements contractuels ou n'est manifestement pas en mesure de les remplir pour la période contractuelle restant à courir, il en informe l'administration par courrier recommandé et circonstancié. Il peut, concomitamment à cette obligation d'information et dans le même courrier, faire une demande motivée de modification de la convention ou du contrat-programme.

§ 2. Si l'administration constate qu'un opérateur ne remplit pas ses engagements contractuels ou si elle estime qu'il n'est manifestement pas en mesure de les remplir pour la période contractuelle restant à courir, elle l'invite, par courrier recommandé, à lui transmettre ses explications et, s'il échet, tout document complémentaire. L'opérateur transmet ces éléments dans un délai d'un mois à dater de l'envoi de l'invitation qui lui est faite par l'administration.

§ 3. Dans un délai de deux mois à dater de la réception des explications et éventuels documents complémentaires lui communiqués par l'opérateur, l'administration entend celui-ci pour établir un rapport de la situation contenant, le cas échéant, des mesures appropriées discutées avec lui pour remédier aux problèmes constatés.

§ 4. Dès l'échéance d'un délai de trois mois à dater de l'établissement du rapport visé au § 3, l'opérateur informe l'administration, par écrit et de manière circonstanciée, de l'exécution et de l'aboutissement des mesures décidées.

Si à l'échéance de ce délai l'administration constate que l'opérateur demeure manifestement dans l'incapacité de remplir ses engagements contractuels pour la période contractuelle restant à courir, elle complète son rapport et :

a) prépare avec l'opérateur un projet d'avenant à la convention ou au contrat-programme si ce dernier en a fait la demande conformément au § 1<sup>er</sup>;

b) établit une proposition de suspension de la convention ou du contrat-programme. La proposition de suspension précise les conditions de la levée de la suspension et les délais dans lesquels ces conditions doivent être remplies.

§ 5. L'administration transmet à l'instance d'avis compétente :

a) les explications écrites et les documents communiqués par l'opérateur;

b) le rapport visé aux §§ 3 et 4;

c) le projet d'avenant s'il a pu être établi

d) la proposition de suspension visée au § 4, alinéa 2, b.

L'instance d'avis donne son avis conformément à l'article 9, § 2, alinéa 2, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel.

**Art. 3.** L'administration transmet au Ministre l'avis de l'instance d'avis, dès réception, avec le dossier y relatif. Le dossier comprend au moins les documents visés à l'article 2 et l'extrait du procès-verbal de l'instance d'avis approuvé en séance et relatif au projet d'avenant ou à la proposition de suspension et de modification.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre décide, dans un délai de trois mois à dater de la réception de l'avis de l'instance d'avis par l'administration :

a) d'accepter ou non le projet d'avenant établi;

b) de suspendre ou non la convention ou le contrat-programme.

La décision du Ministre est notifiée à l'opérateur par courrier recommandé.

§ 2. La décision précise la date de la prise d'effet de la suspension, les conditions de la levée de la suspension et les délais dans lesquels ces conditions doivent être remplies. La suspension ne peut prendre effet qu'après un délai de trois mois à dater de la notification de la décision.

§ 3. Si le Ministre accepte le projet d'avenant lui proposé, l'avenant signé ultérieurement par les parties précise la date de sa prise d'effet.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'administration établit un rapport sur l'accomplissement par l'opérateur des conditions à la levée de la suspension et le transmet, concomitamment, au Ministre et à l'opérateur.

§ 2. A dater de la réception du rapport, le Ministre dispose d'un délai de trois mois pour décider :

a) soit de lever la suspension;

b) soit d'entamer une procédure de modification ou de résiliation de la convention ou du contrat-programme.

La décision du Ministre est notifiée à l'opérateur par courrier recommandé.

§ 3. Si le Ministre décide de lever la suspension, cette décision prend effet à la date de sa notification.

§ 4. Si le Ministre décide d'entamer une procédure de modification ou de résiliation, la suspension de la convention ou du contrat-programme est prolongée soit jusqu'à la date de prise d'effet de la modification ou de la résiliation soit jusqu'à la date de la décision du Ministre de ne pas modifier ou résilier la convention ou le contrat-programme.

§ 5. En l'absence de décision du Ministre dans le délai mentionné au § 2, la suspension est levée de plein droit à la date de l'échéance de ce délai.

**Art. 6.** En cours de convention ou de contrat-programme, le Ministre peut, à titre conservatoire, interrompre provisoirement tout ou partie du versement des subventions avec effet immédiat, en cas de présomption de détournement de fonds ou de gestion frauduleuse de l'opérateur résultant de l'ouverture d'une information ou d'une instruction pénale.

Le Ministre informe l'opérateur de la décision d'interruption du versement des subventions, par courrier recommandé.

Dès la décision d'interruption, la procédure de suspension prévue aux articles 2, § 2, à 5 est engagée.

L'interruption du versement de la subvention décidée à titre conservatoire prend fin de plein droit à la date de prise d'effet de la décision de suspension ou à la date de la décision de ne pas suspendre la convention ou le contrat-programme. Le Ministre peut décider que l'interruption du versement prenne fin avant ces dates.

*Section III. — De la modification d'une convention ou d'un contrat-programme à l'issue d'une procédure de suspension*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Dans un délai de deux mois à dater de la notification de la décision d'entamer la procédure de modification visée à l'article 5, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, *b*, l'administration prépare un projet d'avenant à la convention ou au contrat-programme avec l'opérateur.

§ 2. L'administration transmet le dossier relatif au projet d'avenant établi avec l'opérateur à l'instance d'avis compétente.

L'instance d'avis donne son avis conformément à l'article 9, § 2, alinéa 2, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel.

§ 3. L'administration transmet au Ministre l'avis de l'instance d'avis, dès réception, avec le dossier y relatif. Le dossier comprend l'extrait du procès-verbal de l'instance d'avis approuvé en séance et relatif au projet d'avenant.

**Art. 8.** Le Ministre décide de modifier ou non la convention ou le contrat-programme, dans un délai de trois mois à dater de la réception de l'avis de l'instance d'avis par l'administration.

La décision du Ministre est notifiée à l'opérateur par courrier recommandé.

Si le Ministre accepte le projet d'avenant lui proposé, l'avenant signé ultérieurement par les parties précise la date de sa prise d'effet.

En l'absence de décision du Ministre dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la suspension de la convention ou du contrat-programme est levée de plein droit à la date de l'échéance de ce délai.

*Section IV. — De la résiliation d'une convention ou d'un contrat-programme*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut décider de débiter la procédure de résiliation de la convention ou du contrat-programme dans l'un des cas suivants :

*a*) incapacité pour l'opérateur de remplir ses engagements contractuels pour la période contractuelle restant à courir;

*b*) faute contractuelle répétée;

*c*) faute contractuelle grave.

Cette décision est prise conformément à l'article 5, § 2.

§ 2. L'administration transmet le dossier relatif à la décision de résiliation envisagée à l'instance d'avis compétente.

L'instance d'avis donne son avis conformément à l'article 9, § 2, alinéa 2, du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel.

§ 3. L'administration transmet au Ministre l'avis de l'instance d'avis, dès réception, avec le dossier y relatif. Le dossier comprend l'extrait du procès-verbal de l'instance d'avis approuvé en séance et relatif au projet d'avenant.

§ 4. Le Ministre résilie la convention ou le contrat-programme, dans un délai de trois mois à dater de la réception de l'avis de l'instance d'avis par l'administration. Dans ce même délai, il invite l'opérateur à être entendu préalablement à la décision à prendre.

La décision du Ministre est notifiée à l'opérateur par courrier recommandé. La résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai de trois mois à dater de la notification de la décision.

En l'absence de décision du Ministre dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la résiliation de la convention ou du contrat-programme est levée de plein droit à la date de l'échéance de ce délai.

**Art. 10.** Le Ministre ayant la Culture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 mars 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de la Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 2819

[2007/201826]

**16 MAART 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de nadere regels voor de schorsing, de wijziging of de opzegging van een overeenkomst of een programmaovereenkomst genomen ter uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het kaderdecreet van de Franse Gemeenschap van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten, inzonderheid op de artikelen 61 en 71;

Gelet op het advies 41.655/4 van de Raad van State, gegeven op 4 december 2006, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 februari 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 maart 2007;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Cultuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

*Afdeling I. — Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> decreet : het kaderdecreet van 10 april 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de beroepssector van de Podiumkunsten;

2<sup>o</sup> Minister : de Minister bevoegd voor de Podiumkunsten;

3<sup>o</sup> adviesinstanties : de instanties bedoeld in de artikelen 45 tot 62 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de opdrachten, de samenstelling en de belangrijkste aspecten van de werking van adviesinstanties die vallen onder het toepassingsgebied van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector;

4<sup>o</sup> operator : erkende natuurlijke persoon of rechtspersoon, met toepassing van titel V van het decreet, in de hoedanigheid van operator die werkzaam is in de beroepssector van de Podiumkunsten;

5<sup>o</sup> bestuur : Algemene Dienst voor de Podiumkunsten van de Algemene Directie Cultuur;

6<sup>o</sup> schorsing : tijdelijke onderbreking van de uitwerking van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst;

7<sup>o</sup> wijziging : wijziging van één of meer clausules van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst;

8<sup>o</sup> ernstige fout : fout van de operator waardoor het voortzetten van de contractuele betrekkingen definitief onmogelijk wordt.

*Afdeling II. — Wijziging en schorsing van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst*

**Art. 2. § 1.** Indien een operator zijn contractuele verbintenissen niet naleeft of klaarblijkelijk niet in staat is om deze na te leven voor de overblijvende contractuele periode, informeert hij het bestuur hierover bij aangetekende en uitvoerige brief. Deze verplichte informatie per brief kan vergezeld gaan van een gemotiveerde aanvraag om de overeenkomst of de programmaovereenkomst te wijzigen.

§ 2. Indien het bestuur vaststelt dat een operator zijn contractuele verbintenissen niet naleeft of indien het van mening is dat hij klaarblijkelijk niet in staat is om deze na te leven voor de overblijvende contractuele periode, verzoekt het, bij aangetekende brief, hem om uitleg en deze, in voorkomend geval, te staven met elk nodig geacht aanvullend document. De operator bezorgt deze elementen binnen een termijn van één maand na de verzending van het verzoek door het bestuur.

§ 3. Binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van het uitleg en van de eventuele aanvullende documenten die door de operator worden meegedeeld, verhoort het bestuur hem om een verslag van de toestand op te stellen met, in voorkomend geval, de aangepaste maatregelen die met hem besproken werden om een oplossing te vinden aan de vastgestelde problemen.

§ 4. Bij het verstrijken van een termijn van drie maanden na het opmaken van het verslag bedoeld in § 3, informeert de operator het bestuur, schriftelijk en uitvoerig, over de uitvoering en de resultaten van de besliste maatregelen.

Indien, bij het verstrijken van deze termijn, het bestuur vaststelt dat de operator klaarblijkelijk niet in staat blijkt om zijn contractuele verbintenissen na te leven voor de overblijvende contractuele periode vult het zijn verslag in en :

a) maakt het met de operator een ontwerp van aanhangsel bij de overeenkomst of de programmaovereenkomst op indien deze laatste erom vraagt overeenkomstig § 1;

b) maakt het een voorstel tot schorsing van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst op. Het voorstel tot schorsing bepaalt de voorwaarden voor het opheffen van de schorsing en de termijnen waarin deze voorwaarden moeten vervuld worden.

§ 5. Het bestuur bezorgt de bevoegde adviesinstantie :

a) de schriftelijke uitleg en de documenten meegedeeld door de operator;

b) het verslag bedoeld in §§ 3 en 4;

c) het ontwerp van aanhangsel indien het opgesteld werd;

d) het voorstel tot schorsing bedoeld in § 4, tweede lid, b.

De adviesinstantie brengt haar advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2, tweede lid, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector.

**Art. 3.** Het bestuur bezorgt de Minister het advies van de adviesinstantie, na ontvangst ervan, met het dossier daaromtrent. Het dossier omvat ten minste de documenten bedoeld in artikel 2 en het uittreksel van de notulen van de adviesinstantie die tijdens de vergadering werden goedgekeurd en die betrekking hebben op het ontwerp van aanhangsel of op het voorstel tot schorsing en tot wijziging.

**Art. 4.** § 1. De Minister beslist binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het advies van de adviesinstantie door het bestuur om :

- a) het opgestelde ontwerp van aanhangsel al dan niet te aanvaarden;
- b) de overeenkomst of de programmaovereenkomst al dan niet te schorsen.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekende brief aan de operator meegedeeld.

§ 2. De beslissing bepaalt de ingangsdatum van de schorsing, de voorwaarden voor het opheffen van de schorsing en de termijnen waaraan deze voorwaarden moet worden voldaan. De schorsing kan slechts ingaan na een termijn van drie maanden na de bekendmaking van de beslissing.

§ 3. Indien de Minister het ontwerp van aanhangsel dat hem wordt voorgesteld, aanvaardt, bepaalt het aanhangsel dat later door de partijen ondertekend wordt, de ingangsdatum.

**Art. 5.** § 1. Het bestuur maakt een verslag op over de uitvoering door de operator van de voorwaarden voor het opheffen van de schorsing en bezorgt het tegelijkertijd aan de Minister en aan de operator.

§ 2. Na ontvangst van het verslag beschikt de Minister over een termijn van drie maanden om een beslissing te nemen :

- a) ofwel tot opheffing van de schorsing;
- b) ofwel tot instelling van een procedure tot wijziging of opzegging van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst.

De beslissing van de Minister wordt per aangetekende brief aan de operator meegedeeld.

§ 3. Indien de Minister beslist om de schorsing op te heffen, gaat deze beslissing in op de datum van haar bekendmaking.

§ 4. Indien de Minister beslist om met een procedure van wijziging of opzegging te beginnen, wordt de schorsing van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst verlengd ofwel tot de ingangsdatum van de wijziging of van de opzegging, ofwel tot de datum van de beslissing van de Minister om de overeenkomst of de programmaovereenkomst niet te wijzigen of niet op te zeggen.

§ 5. Bij gebrek aan beslissing door de Minister binnen de termijn bedoeld in § 2, wordt de schorsing van rechtswege opgeheven op de verstrijksdatum van deze termijn.

**Art. 6.** In het kader van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst kan de Minister, als bewarende maatregel, tijdelijk alles of een gedeelte van de uitbetaling van de subsidies met onmiddellijk gevolg onderbreken, bij vermoeden van geldverduistering of van frauduleus beheer van de operator voortvloeiend uit het openen van een opsporingsonderzoek of van een strafrechtelijk onderzoek.

De Minister licht de operator in, bij aangetekende brief, over de beslissing tot onderbreking van de uitbetaling van de subsidies.

Vanaf de beslissing tot onderbreking wordt de schorsingsprocedure bedoeld in de artikelen 2, § 2 tot 5 ingesteld.

De onderbreking van de uitbetaling van de subsidie die als bewarende maatregel wordt beslist, loopt van rechtswege ten einde op de ingangsdatum van de beslissing tot schorsing of op de datum van de beslissing om de overeenkomst of de programmaovereenkomst niet te schorsen. De Minister kan beslissen dat de onderbreking van de uitbetaling vóór deze datum ten einde loopt.

#### *Afdeling III. — Wijziging van een overeenkomst of van een programmaovereenkomst na een schorsingsprocedure*

**Art. 7.** § 1. Binnen een termijn van twee maanden na de mededeling van de beslissing om de wijzigingsprocedure bedoeld in artikel 5, § 2, eerste lid, b) in te stellen, maakt het bestuur een ontwerp van aanhangsel bij de overeenkomst of bij de programmaovereenkomst met de operator op.

§ 2. Het bestuur bezorgt de bevoegde adviesinstantie het dossier betreffende het ontwerp van aanhangsel dat met de operator wordt opgesteld.

De adviesinstantie brengt haar advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2, tweede lid, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector.

§ 3. Het bestuur bezorgt de Minister het advies van de adviesinstantie, onmiddellijk na ontvangst ervan, met het dossier daaromtrent. Het dossier omvat het uittreksel van de notulen van de adviesinstantie die goedgekeurd werden tijdens de vergadering en die betrekking hebben op het ontwerp van aanhangsel.

**Art. 8.** De Minister beslist om de overeenkomst of de programmaovereenkomst al dan niet te wijzigen binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het advies van de adviesinstantie door het bestuur.

De beslissing van de Minister wordt bij aangetekende brief aan de operator meegedeeld.

Indien de Minister het ontwerp van aanhangsel dat hem wordt voorgesteld, aanvaardt, bepaalt het aanhangsel dat later wordt ondertekend door de partijen, de ingangsdatum.

Bij gebrek aan beslissing door de Minister binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de schorsing van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst van rechtswege opgeheven op de verstrijksdatum van deze termijn.

#### *Afdeling IV. — Opzegging van een overeenkomst of van een programmaovereenkomst*

**Art. 9.** § 1. De Minister kan beslissen om met de opzeggingsprocedure van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst in één van de volgende gevallen te beginnen :

- a) het onvermogen voor de operator om zijn contractuele verbintenissen na te leven voor de overblijvende contractuele periode;
- b) herhaalde contractuele fout;



c) ernstige contractuele fout.

Deze beslissing wordt genomen overeenkomstig artikel 5, § 2.

§ 2. Het bestuur bezorgt de bevoegde adviesinstantie het dossier betreffende de overwogen beslissing tot opzegging.

De adviesinstantie brengt haar advies uit overeenkomstig artikel 9, § 2, tweede lid, van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector.

§ 3. Het bestuur bezorgt de Minister het advies van de adviesinstantie, onmiddellijk na ontvangst ervan, met het dossier daaromtrent. Het dossier omvat het uittreksel van de notulen van de adviesinstantie die goedgekeurd werden tijdens de vergadering en die betrekking hebben op het ontwerp van aanhangsel.

§ 4. De minister zegt de overeenkomst of de programmaovereenkomst op binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van het advies van de adviesinstantie door het bestuur. Binnen dezelfde termijn verzoekt het de operator om verhoord te worden voorafgaandelijk aan de te nemen beslissing.

De beslissing van de Minister wordt per aangetekende brief aan de operator meegedeeld. De opzegging kan slechts ingaan na een termijn van drie maanden na de bekendmaking van de beslissing.

Bij gebrek aan de beslissing van de Minister binnen de termijn bedoeld in het eerste lid wordt de opzegging van de overeenkomst of van de programmaovereenkomst van rechtswege opgeheven op de verstrijksdatum van deze termijn.

**Art. 10.** De Minister van Cultuur wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 maart 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Présidente,  
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 2820

[C — 2007/29091]

**4 MAI 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les pourcentages de capitaux-périodes qui peuvent être utilisés dans les instituts d'enseignement spécialisé de la Communauté française et dans les homes d'accueil de la Communauté française pour l'année scolaire 2007-2008**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer pour les instituts d'enseignement spécialisé de la Communauté française et dans les homes d'accueil de la Communauté française, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat modifié par l'arrêté royal n° 456 du 10 décembre 1986, notamment l'article 8;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 janvier 2007;

Vu les protocoles de négociation du 1<sup>er</sup> mars 2007 du Comité de négociation du Secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – Section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu le protocole de concertation du 1<sup>er</sup> mars 2007 du Comité de concertation des Pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement;

Vu l'avis n° 42.563/2 du Conseil d'Etat donné le 16 avril 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 mai 2007,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 8 de l'arrêté royal n° 184 du 30 décembre 1982 fixant la façon de déterminer pour les instituts d'enseignement spécialisé de la Communauté française et dans les homes d'accueil de la Communauté française, les fonctions du personnel paramédical et du personnel attribué dans le cadre de l'internat, l'utilisation du capital périodes, obtenu après la déduction prévue par l'article 11 de l'arrêté susmentionné, est fixé à 100 % pour l'année scolaire 2007-2008.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

**Art. 3.** Le Ministre ayant en charge l'Enseignement spécialisé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mai 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente, chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA